



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taxe sur les tabacs

Question écrite n° 11058

Texte de la question

Mme Martine Lignières-Cassou souhaite attirer l'attention de M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire sur les conséquences de la hausse des prix du tabac sur les revenus des buralistes, en particulier dans les régions frontalières. Outre l'effet attendu du développement des ventes transfrontalières et de la contrebande, c'est l'équilibre économique de tout le réseau qui est menacé par d'inextricables problèmes de gestion de stock et de coûts de trésorerie. Les buralistes doivent en effet s'acquitter de produits de plus en plus chers sur un marché de plus en plus instable. Les buralistes assurent de multiples services, tant dans les quartiers que dans les 12 500 petites communes où ils sont les seuls commerces encore implantés. Leur situation économique s'est dégradée considérablement ces dernières années et ils sont aujourd'hui inquiets des répercussions de la hausse du tabac au 1er janvier 2003. En conséquence, elle lui demande de lui indiquer les mesures techniques d'accompagnement qui seront prises pour assurer aux buralistes un avenir plus confiant.

Texte de la réponse

Le Gouvernement est sensible aux préoccupations des débiteurs de tabac concernant les conséquences de l'augmentation des prix du tabac intervenue le 6 janvier 2003. Cependant, une telle hausse des prix se justifie pleinement dans le cadre de l'action qu'il entend mener pour lutter contre le tabagisme, notamment celui des jeunes. Le Gouvernement est toutefois parfaitement conscient du rôle joué par les débiteurs, qui sont souvent les seuls commerces de proximité présents dans certaines zones du territoire national. C'est pourquoi il a mis en place un ensemble de mesures en faveur de la profession : tout d'abord, l'augmentation à 8 000 euros, à compter du 1er février 2003, du montant de la subvention versée par l'Etat aux débiteurs pour leur permettre de financer une partie des travaux destinés à améliorer la sécurité de leurs établissements ; la simplification et la modernisation de la déclaration de stock ; le relèvement du seuil d'exonération de la redevance, qui est porté à 152 500 euros, avec effet rétroactif au 1er janvier 2003 ; la mise en place d'un régime de compensation entre les sommes dues sur les stocks détenus le 6 janvier dernier et celles qui pourraient être remboursées dans l'hypothèse d'éventuelles fluctuations significatives des prix dans le courant du printemps 2003. Par ailleurs, un renforcement de la lutte contre la fraude a été opéré. Ainsi, l'article 414 du code des douanes a été modifié à l'occasion de la loi de finances rectificative pour 2002 afin de renforcer les sanctions applicables en cas de contrebande. Celle-ci est désormais passible, quelle que soit la valeur des marchandises concernées, notamment d'un emprisonnement maximum de trois ans. La lutte contre la fraude constitue, en outre, un axe prioritaire de contrôle pour l'année 2003. Enfin sera prochainement engagée une réflexion stratégique sur l'évolution du secteur, sous forme d'une table ronde réunissant les représentants des débiteurs de tabac, le ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées et le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

Données clés

Auteur : [Mme Martine Lignières-Cassou](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11058

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 27 janvier 2003, page 438

Réponse publiée le : 14 avril 2003, page 2932